

Mission permanente du Royaume du Maroc

Genève

Réponses des autorités marocaines à la communication concernant le dénommé Abdessadeq el-Bouchtaoui

En réponse à la communication adressée conjointement par le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats aux autorités marocaines, le 28 février 2018, au sujet de la plainte concernant le dossier judiciaire de l'avocat Abdessadeq el-Bouchtaoui, qui, selon les auteurs, est « un défenseur des droits de l'homme et le représentant des militants détenus à la suite des événements survenus à Al-Hoceïma », tout en confirmant la teneur des réponses qui vous ont été adressées en décembre 2017, suite à votre précédente note concernant ce même dossier, datée du 20 octobre 2017, les autorités marocaines souhaitent communiquer les éclaircissements et les observations supplémentaires ci-après.

1. **En ce qui concerne les poursuites engagées contre l'intéressé pour incitation et participation à l'organisation d'une manifestation non autorisée, interdite en vertu des articles 11 et 14 de la loi n° 1-5-377 sur les rassemblements publics**, nous tenons à préciser que, dans un ensemble de messages publiés sur sa page privée sur le réseau social « Facebook », l'intéressé invite les habitants à sortir, se rassembler et participer en très grand nombre à une manifestation, le 20 juillet 2017, malgré le fait qu'il avait connaissance de l'interdiction de cette manifestation, en vertu d'une décision des autorités compétentes d'Al-Hoceïma et que, en tant que juriste, il devait être le premier à respecter les décisions des autorités, conformément aux règles en vigueur. Parmi ces messages, on peut citer :

- Une publication sur Facebook contenant une annonce ou une invitation à participer à la marche du 20 juillet 2017, organisée par l'Association nationale des jeunes avocats du Maroc ;
- Une publication sur Facebook, dans laquelle il dit que tous les chemins mènent à Al-Hoceïma, que ce soit par l'état de droit ou l'État d'Oufkir et Al-Basri ;
- Une publication sur Facebook contenant le message suivant : « Tous les chemins, terrestres, maritimes ou montagneux mènent à Al-Hoceïma ; image de jeunes temsamans se rendant par voie maritime à Al-Hoceïma, après avoir été empêchés de le faire par voie terrestre ».
- Le message ci-après publié sur Facebook : La marche du 20 juillet se déroulera comme prévu et les mouvements de contestation pacifique se poursuivront jusqu'à ce que les militants détenus soient libérés, que les auteurs d'actes de torture soient punis et que les demandes légitimes soient exaucées.

2. **En ce qui concerne les poursuites engagées contre l'intéressé pour menaces, en vertu de l'article 429 du Code pénal**, il y a lieu de signaler que les faits reprochés à l'intéressé consistent en la publication de messages sur sa page privée contenant des expressions qui constituent des menaces de commission de crimes et de délits contre autrui et la population en général, notamment les messages suivants, publiés sur Facebook :

- Un message selon lequel « S'il arrive malheur aux détenus du mouvement populaire qui observent une grève de la faim ouverte, la révolution populaire sera proclamée » ;
- Un message, dans lequel l'intéressé s'exprime à la première personne du pluriel pour mettre en garde contre la colère, en ces termes : « Halte à l'oppression et aux rafles ... gare à notre colère » ;
- Un message contenant ce qui suit : « Les feux de l'enfer s'abattront sur quiconque envisage de me priver de mon droit à la liberté de pensée ».

Les messages susmentionnés et les expressions qui y figurent constituent des actes réprimés par la loi et passibles de sanctions, l'intéressé ayant brandi la menace d'une révolution populaire, s'il arrivait malheur aux militants détenus, du feu de l'enfer contre quiconque tente de le priver de son droit à la liberté de pensée, et de la colère. En réalité, la sûreté et la sécurité de chaque détenu et la liberté de pensée sont garanties par la loi, et l'intéressé a le droit de se prévaloir des règles et des procédures juridiques en vigueur pour faire valoir ses allégations, au lieu de recourir à des menaces et des manœuvres d'intimidation contre autrui. Les menaces brandies dans les publications susmentionnées sont constitutives des éléments matériels du délit de menace, en ceci qu'elles sont subordonnées à une condition et associées à un ordre, sachant que l'intéressé, avocat de métier, connaît suffisamment bien les règles et dispositions juridiques en vigueur.

3. En ce qui concerne les poursuites engagées contre l'intéressé pour dénigrement de décisions de justice en vertu de l'article 266 du Code pénal, il convient de souligner que ce dernier a publié un ensemble de messages sur Facebook qui visent à dénigrer les décisions de justice, porter atteinte à l'image de la justice et à l'indépendance des magistrats. On peut citer en particulier :

- Un message, dans lequel il compare un juge à une « machine programmée », donnant à penser, d'une part, qu'il n'est pas indépendant lorsqu'il prononce des jugements et insinuant, d'autre part, qu'il est « programmé » pour rendre des jugements sur demande, propos totalement irrespectueux à l'égard des autorités judiciaires. Le message en question est le suivant : « On dit qu'un juge d'Al-Hoceïma, dont le compteur me semble réglé sur le nombre "18", a prononcé à ce jour plus de 40 condamnations à une peine exécutoire de dix-huit mois » ;
- Un message publié sur le même réseau social, dans lequel l'intéressé remet en question l'indépendance des magistrats en déclarant que « l'affaire est manifestement tranchée d'avance... » ;
- Un message, également publié sur Facebook, dans lequel il prétend que les garanties d'un procès équitable ne sont pas respectées, la plupart des procès-verbaux établis par la police judiciaire étant « fabriqués » : « Comment peut-on respecter les garanties d'un procès équitable si la plupart des procès-verbaux de la police judiciaire sont fabriqués de toutes pièces et les droits des prévenus bafoués au stade de l'instruction ». Or, le respect des garanties d'un procès équitable suppose que l'on ait recours à la justice, au lieu de la dénigrer ou de porter atteinte à l'un de ses fondements.

4. En ce qui concerne les poursuites engagées contre l'intéressé, en vertu de l'article 299-1 du Code pénal, pour incitation à commettre des délits et des crimes, il y a lieu de signaler qu'en vertu de l'article susmentionné, est qualifié de délit d'incitation le fait de suggérer à un ou plusieurs individus l'idée de commettre un acte, que ce soit un délit ou une infraction, contraire à la loi, en insistant sur cette idée dans le but de susciter la détermination de commettre cet acte, de telle sorte que l'instigateur devient complice de l'acte.

À cet égard, l'intéressé a publié un ensemble de messages visant à inciter les habitants de la ville d'Al-Hoceïma à commettre des actes contraires à la loi, notamment les messages suivants, publiés sur Facebook :

- « La prochaine forme de contestation aura comme slogan "Nous sommes tous Imad al-Attabi" » ;
- « Après nous avoir réprimés, battus, frappés à coups de pied, enlevés ... et humiliés, ils demandent une trêve » ;
- « Gardez-vous de réprimer la marche d'Al-Hoceïma prévue le 20 juillet, anniversaire de la glorieuse bataille d'Anoual » ;
- « ... Si cette répression, ces arrestations, ce siège, ces restrictions et ce musellement persistent, que Dieu nous garde d'une révolte ou d'une révolution populaire générale contre le gouvernement dont nous paierons tous le prix... ».

5. **En ce qui concerne les poursuites engagées contre l'intéressé, en vertu de l'article 263 du Code pénal, pour outrage à agent public et à agents des forces de l'ordre en raison de l'exercice de leurs fonctions**, l'intéressé a publié une série de messages visant à porter atteinte à la dignité des forces de l'ordre et à les dénigrer, notamment les suivants :

- Un message publié sur Facebook, dans lequel il compare les agents des forces de l'ordre à « des grenouilles, des crocodiles ou des phoques humains » ;
- Un autre message sur Facebook, où il les qualifie de « hordes de la répression ».

Il convient de noter à cet égard que le respect de la dignité humaine est l'une des obligations fondamentales qui s'appliquent à tous, sans discrimination, en vertu de la législation nationale et du droit international des droits de l'homme.

6. **En ce qui concerne les poursuites engagées contre l'intéressé, en vertu de l'article 265 du Code pénal, pour outrage à corps constitués**, il y a lieu de souligner que l'incrimination de toute atteinte à un corps constitué a pour objet de protéger tout corps constitué en vertu d'une loi contre tout acte (geste, menace, envoi ou remise d'un objet quelconque, écrit ou dessin clandestin), dont il peut faire l'objet au cours ou en raison de l'exercice de ses fonctions, dans l'intention de porter atteinte à son honneur ou au respect dû à son autorité.

Or, plusieurs messages ont été publiés par l'intéressé dans le but de dénigrer un ensemble de corps constitués, notamment :

- Un message publié sur Facebook qualifiant les dirigeants de l'État de « gang » : « Lorsqu'un enfant de 6 ans est convoqué pour avoir simplement lancé un appel aux habitants d'Al-Hoceïma pour protester, on a affaire à un État dirigé par un gang » ;
- Un message publié sur Facebook, dans lequel l'intéressé compare l'État à un système futile et inutile, en ces mots : « Tout régime qui, au lieu de respecter les droits des citoyens, les opprime, les humilie, les enlève et leur impose un traitement dégradant est un régime futile, inutile et chauvin » ;
- Un message sur Facebook, dans lequel il qualifie l'État « de foncièrement policier » : « Les militants détenus sont innocents et victimes de cet État foncièrement policier ».

Le 8 février 2018, le tribunal de première instance d'Al-Hoceïma a déclaré l'intéressé non coupable d'embrigadement, mais coupable de tous les autres chefs d'inculpation, et l'a condamné à une peine de vingt mois d'emprisonnement. L'intéressé a fait appel de cette décision et l'affaire est actuellement devant la justice.

Il ressort de ce qui précède que les faits reprochés à Abdessadeq el-Bouchtaoui constituent des infractions de droit commun et n'ont aucun lien avec la liberté d'expression ou son métier d'avocat, protégé par l'article 58 de la loi sur la profession d'avocat, selon lequel « l'avocat applique la méthode qu'il juge appropriée pour défendre ses clients, dans le respect de la déontologie de sa profession, et ne peut pas être poursuivi pour des déclarations, faites par écrit ou oralement dans le cadre des plaidoiries, indispensables à la réalisation du droit à la défense ». De plus, l'intéressé a fait l'objet de poursuites à la suite de plaintes déposées contre lui, comme cela a été indiqué dans les précédentes réponses des autorités marocaines.

À cet égard, il convient également de rappeler que l'intéressé a été en mesure d'exprimer devant la justice ses opinions et convictions, en toute liberté et sans aucune restriction, dans le cadre de ses activités d'avocat, au même titre que les autres avocats qui plaident devant les tribunaux d'Al-Hoceïma ou devant la cour d'appel de Casablanca, dont aucun ne s'est jamais plaint d'une quelconque restriction ou d'actes susceptibles de porter atteinte au rôle et à l'indépendance de la défense.

Enfin, les autorités marocaines tiennent à réaffirmer aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales que la législation marocaine garantit le droit de toute personne à la liberté d'expression, conformément aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Cependant, ce droit, qui ne peut être absolu, est soumis à un ensemble de principes constitutionnels, juridiques et éthiques, tels que la sincérité, l'intégrité, la

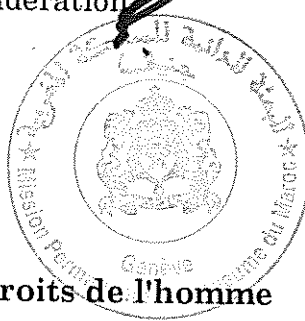
responsabilité et le respect d'autrui. La liberté d'expression ne saurait servir de couvert à l'incitation à la violence, à la diffamation et à l'injure, ou à l'incitation à porter atteinte aux droits d'autrui, conformément à ce qui est prévu à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui dispose que l'exercice de la liberté d'expression comporte des devoirs spéciaux et des responsabilités spéciales. Il peut en conséquence être soumis à certaines restrictions qui doivent toutefois être expressément fixées par la loi et qui sont nécessaires au respect des droits ou de la réputation d'autrui ; à la sauvegarde de la sécurité nationale, de l'ordre public, de la santé ou de la moralité publiques.



№-0936

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès du Bureau des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève présente ses compliments au Haut Commissariat aux droits de l'homme, et se référant à la communication conjointe des procédures spéciales n° AL.MAR 2/2018, du 28 février 2018, émanant du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, et le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, a l'honneur de lui faire parvenir ci-joint les éléments de réponse des autorités marocaines concernant les allégations concernant M. Abdessadeq El Bouchtaoui.

La Mission Permanente du Royaume du Maroc auprès du Bureau des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève saisit cette occasion pour renouveler au Haut Commissariat aux droits de l'homme l'assurance de sa haute considération.



Genève, le 30 avril 2018

Haut Commissariat aux droits de l'homme
Genève

E-mail: srindependencejl@ohchr.org
defenders@ohchr.org
registry@ohchr.org
freedex@ohchr.org



ردود السلطات المغربية بشأن شكاية المدعو عبد الصادق اليوشتاوي

جوابا على البلاغ المشترك الذي توصلت به السلطات المغربية بتاريخ 28 فبراير 2018 من المقرر الخاص المعني بتعزيز وحماية الحق في حرية الرأي والتعبير والمقرر الخاص المعني بحالة المدافعين عن حقوق الإنسان والمقرر الخاص المعني باستقلال القضاة والمحامين، بخصوص الشكاية المتعلقة بالملف القضائي للمعامي عبد الصادق اليوشتاوي الذي اعتبره مصدر الشكاية "أحد المدافعين عن حقوق الإنسان وممثل للنشطاء المعتقلين على خلفية أحداث الحسيمة".

وإذ تؤكد السلطات المغربية على ردودها الموجهة إليكم خلال شهر دجنبر 2017 جوابا على مذكرتكم السابقة حول نفس الملف والمؤرخة في 20 أكتوبر 2017، تود أن تتقدم بالتوضيحات والملاحظات التكميلية التالية:

1. بخصوص متابعة المعني بالأمر بجنحة الدعوة والمساهمة في تنظيم تظاهرة غير مصرح بها ووقع منعها طبقا لمقتضيات الفصل 11 و 14 من القانون رقم 377.58.1 بشأن التجمعات العمومية

تم رصد مجموعة من تدوينات المعني بالأمر المنشورة على صفحته الخاصة بموقع التواصل الاجتماعي "فايسبوك"، يقوم من خلالها بدعوة الساكنة للخروج والتجمهر والتظاهر بكثافة في مسيرة بتاريخ 20 يوليوز 2017 رغم علمه بقرار منعها الصادر عن السلطات المختصة بإقليم الحسيمة، مع العلم أنه رجل قانون ومن المفترض أن يكون أول من يجب عليه احترام القرارات الصادرة عن السلطات وفقا للضوابط القانونية الجاري بها العمل، ومن بين تدوينات المعني بالأمر ما يلي:

- تدوينته على "الفايسبوك" التي تضمنت ما يلي: الإعلان أو الدعوة إلى المشاركة في مسيرة 20 يوليوز 2017 للجمعية الوطنية للشباب المحامون بالمغرب؛
- تدوينته على "الفايسبوك" التي تضمنت ما يلي: كل الطرق تؤدي إلى الحسيمة إما دولة الحق والقانون أو دولة أفقر والبصري؛
- تدوينته على "الفايسبوك" التي تضمنت ما يلي: "كل الطرق البرية والبحرية والجبلية تؤدي إلى الحسيمة، الصورة لشباب تمسمان يحرا بالحسيمة بعد منعهم برا".

- تدوينته على "الفايسبوك" التي تضمنت ما يلي: مسيرة 20 يوليو ستمضي وفق ما قرر لها والاحتجاجات السلمية ستستمر إلى حين الإفراج عن معتقلي الحراك ومحاسبة المتورطين في التعذيب وتحقيق المطالب المشروعة.

2. بخصوص متابعة المعني بالأمر بجنحة التهديد طبقا للفصل 429 من القانون الجنائي

إن طبيعة الفعل الذي قام به المعني بالأمر يتمثل في كتابات عبارة عن منشورات بصفحته الشخصية تحمل عبارات من شأنها أن تشكل تهديدا بارتكاب جنایات وجنح موجهة للغير والعموم من قبيل:

- تدوينته على "الفايسبوك" التي تضمنت ما يلي: "في حالة حدوث أي مكروه من معتقلي الحراك الشعبي الذي دخلوا في إضراب مفتوح عن الطعام سنعلنها ثورة شعبية";
- تدوينته على "الفايسبوك" التي يحذرقها من الغضب متحدئا باسم الجماعة والتي جاء فيها ما يلي: "كفى من القمع والمداهمات... حذار من غضبنا";
- تدوينته على "الفايسبوك" التي تضمنت قوله: "أنه سيفتح على نفسه نار جهنم من حيث لا يدري من يفكر في مصادرة حقه في التفكير".

ومن خلال التدوينات المذكورة والعبارات المتضمنة فيها يتبين أنها أفعال تقع تحت طائلة التجريم والعقاب بالنظر لتلويحه ب"إقامة ثورة شعبية في حالة المساس بمعتقلي الحراك، وكذا تهديده بفتح نار جهنم لكل من حاول مصادرة حقه في التفكير وكذا تحذيره من الغضب"، والحال أن ضمان سلامة وأمن أي معتقل أو الحرية في التفكير هي مكفولة بمقتضى القانون وله الحق بسلوك المساطر والإجراءات القانونية المعمول بها لتأكيد ادعاءاته بعيدا عن أساليب التهديد والوعيد الموجهة للغير والعموم، مما يجعل من سلوكه مسلك التهديد بمثل هاته الكتابات يندرج ضمن العناصر المادية لجنحة التهديد لكونها معلقة على شرط و مقرونة بأمر، علما أن المعني بالأمر محام وله دراية كافية بالمساطر والإجراءات القانونية.

3. بخصوص متابعة المعني بالأمر بجنحة تحقير مقررات قضائية طبقا للفصل 266 من القانون الجنائي

قام المعني بالأمر بنشر مجموعة من التدوينات التي تهدف إلى تحقير المقررات القضائية والمساس بمكانة القضاء واستقلاله، نذكر منها على الخصوص ما يلي:

- تدوينته على "الفايسبوك" التي قام من خلالها بتشبيه لأحد القضاة بكونه "مبرمج"، في تعبير يوحي معه بعدم استقلالية القاضي بمناسبة إصداره لأحكام قضائية من جهة، كما أن وصفه

- للقاضي بكونه "مبرمج" على توزيع الأحكام فيه خروج تام على الاحترام الواجب للسلطة القضائية، حيث جاء في التدوينة ما يلي: "يحكى أن قاضيا في الحسيمة أظنه مبرمجا على 18 شهرا ووزع لحد الآن ما يزيد عن 40 حكما ب 18 شهرا نافذة"؛
- تدوينته على "الفيسبوك" بتعته بعدم استقلالية القضاء بقوله "القضية مطبوخة ومفضوحة...";
 - تدوينته على "الفيسبوك" التي يدعي فيها المعني بالأمر أن مبادئ المحاكمة العادلة غير محترمة ما دام معظم محاضرات الضابطة القضائية مطبوخة، حيث جاء في التدوينة ما يلي: "كيف يمكن أن تحترم مبادئ المحاكمة العادلة ومعظم محاضرات الضابطة القضائية تطبخ طبخا وحقوق الظنين تنتهك في مرحلة البحث التمهيدي"، والحال أن مبادئ المحاكمة العادلة تقتضي الاحتكام للمسالك القانونية دون المس بها أو بأحد مقوماتها.
4. بخصوص متابعة المعني بالأمر بجنحة التحريض على ارتكاب جنح وجنایات طبقا للفقرة الثانية من الفصل 299-1 من القانون الجنائي
- تتحقق جنحة التحريض طبقا للفصل المذكور من خلال خلق فكرة ارتكاب ما يخالف القانون بوصفه جنایة أو جنحة لدى شخص ما أو لعدة أشخاص ثم تدعيمها قصد تحويلها لعزم على ارتكابها بالشكل الذي يكون معه المحرض وكأنه مشارك في تلك الأفعال.
- وفي هذا الإطار، نشر المعني بالأمر مجموعة من التدوينات التي تهدف إلى تحريض ساكنة مدينة الحسيمة على ارتكاب أفعال مخالفة للقانون، وذلك من خلال ما يلي:
- تدوينته على "الفيسبوك" التي جاء فيها: "الشكل الاحتجاجي المقبل سيكون تحت شعار كلنا عماد العتاي";
 - تدوينته على "الفيسبوك" التي جاء فيها: "قمعو ضربو ركلو رفسو واختطفو ... أهانونا ونعد كل هذا يطلبون الهدنة";
 - تدوينته على "الفيسبوك" التي جاء فيها: "حذاري من قمع مسيرة 20 يوليوز بالحسيمة وهي ذكرى معركة أنوال المجيدة";
 - تدوينته على "الفيسبوك" التي جاء فيها: "... في حالة استمرار الوضع على ما هو عليه من قمع واعتقالات وحصار وتضييق وتكميم للأفواه لا قدر الله إلى انتفاضة أو ثورة شعبية شاملة في مواجهة المخزن سيدفع ثمنها الجميع...".

5. بخصوص متابعة المعني بالأمر بجنحة إهانة موظفين عموميين ورجال القوة العمومية بسبب أدايم لمهامهم طبقا للفصل 263 من القانون الجنائي

قام المعني بالأمر بنشر مجموعة من التدوينات التي تهدف إلى إهانة كرامة القوات العمومية وتحقيرها وذلك من خلال ما يلي:

- تدوينته على "الفيسبوك" التي شبه فيها القوات العمومية بـ "الضفادع أو التماسيح والفوقمات البشرية";

- تدوينته على "الفيسبوك" التي وصف بها القوات العمومية بـ "جحافل القمع".

والجدير بالذكر في هذا الإطار أن عدم المس بالكرامة الإنسانية يعد من بين الالتزامات الأساسية المفروضة على الجميع دون تمييز، وذلك طبقا للقانون الوطني والقانون الدولي لحقوق الإنسان.

6. بخصوص متابعة المعني بالأمر بجنحة إهانة هيئات منظمة طبقا للفصل 265 من القانون الجنائي

إن تجريم هيئات منظمة جاء لحماية أي هيئة منظمة، ويكفي في ذلك أن تكون منظمة بمقتضى القانون أثناء قيامها بمهامها أو بسبب قيامها بها، بأقوال أو إشارات أو تهديدات أو إرسال أشياء أو وضعها أو بكتابة أو رسوم غير علنية وذلك يقصد الميئاس بشرفها أو الاحترام الواجب لسلطتها.

وقد قام المعني بالأمر بنشر مجموعة من التدوينات التي تهدف إلى تحقير مجموعة من الهيئات المنظمة، نذكر من بينها:

- تدوينته على "الفيسبوك" بوصفه من يحكم الدولة "بالعصابة"، التي جاء فيها: "عندما يتم استدعاء طفل يبلغ من العمر ست سنوات لمجرد دعوته ساكنة الحسيمة للاحتجاج فاعلم أن هذه الدولة تحكمها عصابة";

- تدوينته على "الفيسبوك" بتشبيه الدولة بكونها نظاما عبثيا عديميا، التي جاء فيها: "النظام الذي لا يحترم حقوق المواطنين ويقمعهم ويهينهم ويختطفهم ويحط من كرامتهم نظام عبثي عديمي شوفي";

- تدوينته على "الفيسبوك" بتشبيه الدولة بـ "الدولة البوليسية العميقة" التي جاء فيها: "معتقلي الحراك أبرياء وضحايا الدولة العميقة البوليسية".

بتاريخ 08 فبراير 2018، أصدرت المحكمة الابتدائية بالحسيمة حكماً قضى بعدم مؤاخذه المعني بالأمر من أجل جنحة جلب زبناء والتصريح ببراءته منها وبمؤاخذته من أجل باقي المنسوب إليه والحكم عليه بعشرين عشرين (20) شهراً نافذاً، وتم الطعن فيه بالاستئناف والقضية ما زالت راجعة أمام القضاء.

من خلال ما سبق ذكره، يتضح بأن الأفعال المتابع من أجلها السيد عبد الصادق البشتاوي تندرج ضمن جرائم الحق العام، وليست لها أي علاقة بحرية التعبير أو بعمله كمحامى والذي تضمنه له المادة 58 من القانون المنظم لمهنة المحاماة التي تنص على أن "للمحامى أن يسلك الطريقة التي يراها ناجعة طبقاً لأصول المهنة في الدفاع عن موكله. لا يسأل عما يرد في مرافعاته الشفوية أو في مذكراته مما يستلزم حق الدفاع"، بالإضافة إلى أن تحريك المتابعة القضائية في حق المعني بالأمر كان بناء على شكايات مقدمة في مواجهته كما هو مبين في الردود السابقة للسلطات المغربية.

وفي هذا الإطار يجدر التذكير، أيضاً، بأن المعني بالأمر تمتع بكامل الحرية ودون تضيق عليه في التعبير عن آرائه وقناعاته أمام المحكمة بمتناسبة دفاعه عن الأشخاص المتابعين على غرار باقي المحامين الذين يؤازرون المتابعين سواء أمام محاكم الحسيمة، أو محكمة الاستئناف بالدار البيضاء، كما لم يسبق أن اشتكى أي واحد منهم بالتضيق عليه أو القيام بأفعال من شأنها المساس بحرية واستقلالية الدفاع.

وفي الأخير، تجدد السلطات المغربية تأكيداً للإجراءات الخاصة على أن القانون المغربي يضمن لكل شخص حرية التعبير في انسجام مع المواثيق الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان، حيث أن هذا الحق لا يمكن أن يتسم بالإطلاق بل يخضع لمجموعة من الضوابط الدستورية والقانونية والأخلاقية، كالصدق والأمانة والمسؤولية واحترام الآخر، وبذلك لا يمكن التذرع بحرية التعبير من أجل التحريض على العنف والقتل والنسب وإلحاق الضرر بحقوق الآخرين، وهو ما تقضي به المادة 19 من العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية التي تنص على أن الحق في حرية التعبير تستتبعه واجبات ومسؤوليات خاصة، ولذلك يجوز إخضاعه لبعض القيود ولكن شريطة أن تكون محددة بنص القانون وأن تكون ضرورية لاحترام حقوق الآخرين أو سمعتهم؛ ولحماية الأمن القومي أو النظام العام أو الصحة العامة أو الآداب العامة.